

INTRODUCTION

PAR

GILLES ANDRÉANI (*)
et FRÉDÉRIC BOZO (**)

L'année 2011-2012 a été très riche pour la politique étrangère française, tant du fait de la situation internationale dans laquelle elle s'inscrit que du contexte intérieur qui la sous-tend. S'agissant de la première dimension, aucun événement n'aura eu plus d'importance pour l'évolution de la politique française ces deux dernières années que les Printemps arabes, dont il avait d'ailleurs été question dans cette rubrique l'an passé sous l'angle spécifique de l'intervention en Libye. Cette année, il nous a paru important de reprendre la problématique dans son ensemble, tant les événements qui ont secoué le monde arabe depuis les débuts de la révolution tunisienne en décembre 2010 continuent d'imprimer fortement les évolutions actuelles dans la région comprise au sens large.

C'est pourquoi nous avons demandé à Denis Bauchard, ancien diplomate français, spécialiste du monde arabe, de nous livrer son analyse de ce qu'a été pendant ces deux années la politique française face aux Printemps arabes. Il montre comment, après avoir été prise de court et avoir réagi de manière maladroite à ces évolutions qui remettaient en question des décennies d'un *statu quo* auquel la politique française s'était habituée, la France, surtout après la nomination d'Alain Juppé au Quai d'Orsay en mars 2011, en est arrivée à développer une approche plus constructive, voire proactive, à l'égard de ces mouvements, avant de revenir à la fin 2011 à une approche plus prudente face aux nombreux défis que recèlent ces évolutions, loin d'être aujourd'hui terminées ou stabilisées, comme le montre l'interminable et sanglante crise syrienne. L'auteur montre que le nouveau Président de la République, François Hollande, a choisi de s'inscrire à cet égard dans une continuité en tentant de concilier soutien à la démocratie et nécessité de préserver la stabilité dans cette région névralgique.

S'agissant du contexte intérieur, l'année 2012 aura bien évidemment été marquée par l'élection présidentielle en avril-mai, qui s'est conclue par la défaite de Nicolas Sarkozy et l'arrivée à l'Elysée de François Hollande. C'est pourquoi Gilles Andréani, coresponsable de cette rubrique, a souhaité

(*) Conseiller maître à la Cour des comptes (France) et professeur associé à l'Université Panthéon-Assas (France).

(**) Professeur à l'Université Sorbonne Nouvelle (France).

présenter son analyse de la place de la politique étrangère dans cette élection. Comme souvent, celle-là ne s'est pas jouée sur ces questions et, de manière surprenante, le bilan de Nicolas Sarkozy dans ce domaine, pourtant conséquent, n'a guère été mis en avant par celui-ci, ni vraiment attaqué par son adversaire. Nombre de débats, observe l'auteur, n'ont par conséquent pas eu lieu ou du moins n'ont pas donné lieu à des dissensions fortes, alors que les décisions ou les orientations prises pendant le quinquennat auraient pu les susciter, qu'il s'agisse du « retour » à l'OTAN, de l'engagement en Afghanistan, des relations avec Israël ou encore de la crise du nucléaire iranien, autant de dossiers dans lesquels le Président sortant laissait une marque forte.

Par contraste, deux autres enjeux ont sous-tendu les débats : la question européenne, y compris en particulier les rapports franco-allemands, et la place de la France dans la mondialisation et, plus généralement, la question de l'ouverture au monde, en particulier dans ses aspects économiques et migratoires. L'auteur défend la thèse selon laquelle, sur ces sujets essentiels, les débats électoraux ont mis en évidence une sorte de consensus par défaut sur une approche fondamentalement défensive de ces deux dimensions de la politique extérieure, dont l'explication est à rechercher dans l'influence croissante, dans chacun des deux camps, d'une aile anti-européenne et anti-mondialisation. Il en résulte une image de repli sur soi et de méfiance, mais aussi de déni, qui font de la France une exception en Europe.